

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2002.

Art. 6. Le Ministre flamand qui a la Politique des médias dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 février 2002.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
P. DEWAELE

Le Ministre flamand des Finances et du Budget, de l'Innovation, des Médias et de l'Aménagement du Territoire,
D. VAN MECHELEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 1180

[C — 2002/27315]

28 FEVRIER 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 décembre 1984 relatif à la formation professionnelle des personnes travaillant dans l'agriculture;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 août 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 septembre 2001;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 32313/4, donné le 16 janvier 2002;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi et de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

Il est applicable en région de langue française.

Art. 2. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° « décret », le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture;

2° « Ministre », la Ministre qui a la formation professionnelle dans ses attributions;

3° « administration », la Division de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;

4° « fonctionnaire compétent », l'attaché auprès des services de proximité de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne.

CHAPITRE II. — *Contenu des formations*

Art. 3. § 1^{er}. La formation de base visée à l'article 3, § 1^{er}, du décret comprend :

1° des cours de techniques agricoles de type A visés à l'article 3, § 1^{er}, 1°, du décret, dont le programme doit comprendre au moins septante-cinq heures et porter, notamment, sur les matières suivantes :

a) biologie;

b) chimie;

c) botanique;

d) sciences naturelles;

e) fertilisation;

f) génétique;

g) économie;

h) élevage;

- i) phytotechnie;
- j) zootechnie;
- k) génie rural;
- l) les branches générales nécessaires à l'assimilation des matières susvisées.

Ces cours doivent compter au minimum trois heures par jour.

2° des cours de type B visés à l'article 3, § 1^{er}, 2°, du décret, dont le programme doit comprendre au moins nonante heures sur des thèmes en rapport avec chacun des quatre groupes de sujets suivants :

- a) les aspects économiques, financiers, juridiques, fiscaux et sociaux de la reprise d'une exploitation agricole;
- b) l'étude économique, l'analyse et la gestion d'au moins un type d'exploitation agricole;
- c) la politique agricole commune, le Fonds d'investissement agricole et les aspects agri-environnementaux;
- d) les services publics et les opérateurs économiques qui s'occupent de l'agriculture.

Ces cours doivent avoir une durée minimale de trois heures par jour.

Au sens de l'article 3, § 1^{er}, 2° du décret, on entend par :

1° « diplôme à finalité agricole du niveau de l'enseignement secondaire supérieur », un certificat ou un diplôme de l'enseignement secondaire (CQ6 ou CQ7) technique ou professionnel du secteur de l'agronomie;

2° « expérience utile » : une pratique professionnelle d'au moins trois ans permettant d'acquérir la qualification professionnelle nécessaire à une reprise et une gestion d'une exploitation agricole au sens des articles 2 et 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture.

Cette pratique professionnelle est réputée acquise lorsque le participant a bénéficié pendant la période susvisée du statut social d'aidant, de conjoint aidant ou de salarié agricole;

3° des cours de type C visés à l'article 3, § 1^{er}, 3°, du décret dont le programme doit comporter au moins vingt heures sur un ou plusieurs problèmes techniques, économiques ou juridiques de l'exploitation en rapport avec l'aspect multifonctionnel de l'agriculture, la diversification de la base économique agricole et l'intégration des nouvelles technologies ainsi que la recherche de la qualité totale dans ce secteur.

Ces cours doivent avoir une durée minimale de deux heures par jour et être complémentaires des cours A et B;

4° des stages tels que définis au chapitre III du présent arrêté.

Les cours A, B et C doivent être suivis au minimum par six participants.

Le Ministre peut, sur proposition de la commission, modifier les matières des cours A, B et C visés au § 1^{er}, 1° à 3°.

§ 2. La formation permanente visée à l'article 3, § 2, du décret comprend :

1° des cours à distance visés à l'article 3, § 2, 1°, du décret, dont le programme et les règles d'admission sont identiques à celles prévues pour les cours A ou les cours C, selon le type de cours;

Ces cours doivent respecter les conditions suivantes :

- a) un exemplaire des leçons doit être transmis à l'administration et au fonctionnaire compétent;
- b) l'organisateur doit, à tout moment, pouvoir donner tous renseignements sur le fonctionnement et le déroulement des cours et il doit tenir un registre des devoirs rentrés par les participants;
- c) les réponses corrigées doivent être renvoyées aux participants dans les quinze jours;
- d) le fonctionnaire compétent doit être invité à assister à l'examen oral;
- e) l'examen oral doit être précédé de deux séances d'étude au moins.

Les cours à distance peuvent être dispensés par voie électronique;

2° des séances d'études, visées à l'article 3, § 2, 2°, du décret, traitant d'un sujet social, juridique, technique, économique, environnemental agricole ou lié à l'intégration des nouvelles technologies ou la recherche de la qualité totale sous la direction d'une personne qualifiée et comportant un exposé et une discussion d'une durée totale d'au moins deux heures;

3° des conférences, visées à l'article 3, § 2, 2°, du décret, qui consistent en des réunions d'une durée d'au moins une heure comportant un exposé et une discussion sous la direction d'un conférencier qualifié;

4° des visites guidées, visées à l'article 3, § 2, 2°, du décret, d'une durée d'au moins une heure ayant un caractère non commercial et formatif sous la direction d'un formateur ou d'un conférencier qualifié, dans une exploitation agricole, dans une institution de recherches ou pour s'informer des réalisations dans le secteur agricole accompagnées d'un bref exposé et d'une discussion sur place;

5° des journées de contact, visées à l'article 3, § 2, 2°, du décret, qui consistent en des réunions d'une durée d'au moins deux heures de délégués responsables de sections locales dépendant d'un centre de formation professionnelle agréé dans le but de préparer la formation professionnelle sur le plan local et d'adapter cette dernière aux besoins réels des participants;

6° des stages tels que définis au chapitre III du présent arrêté.

Les activités visées aux points 2° et 4° peuvent constituer, à elles seules, des activités de formation professionnelle ou constituer une partie d'un programme.

§ 3. La formation des formateurs comprend des journées de perfectionnement consistant en des réunions d'une durée d'au moins trois heures réservées aux formateurs, aux conférenciers et aux personnes des centres de formation professionnelle agréés où sont traités des sujets et des problèmes en rapport avec la formation.

Les séances d'études, conférences, visites guidées, journées de contact ou de perfectionnement doivent compter au moins six participants.

Art. 4. Pour se présenter aux examens, le participant doit avoir suivi les cours à concurrence d'au moins quatre-vingts pour cent des heures du cycle complet. Le Ministre peut toutefois déroger à cette règle dans les cas individuels dûment justifiés pour cause de force majeure (maladie, incapacité).

Les participants qui ont satisfait à l'examen final d'un cours A, B ou C reçoivent un certificat non homologué de formation professionnelle agricole dont le modèle est déterminé par le Ministre, sur avis de l'administration. Ces certificats sont visés par le Ministre.

A chaque examen, le fonctionnaire compétent et un représentant de l'administration sont invités.

Art. 5. La formation des amateurs au sens de l'article 2, alinéa 1^{er}, 3°, du décret comprend des conférences comptant au moins dix participants et consistant en des réunions d'au moins une heure comportant un exposé et une discussion sous la direction d'un conférencier qualifié.

CHAPITRE III. — *Les stages*

Art. 6. Le stage visé à l'article 3, § 1^{er}, 4° et § 2, 3°, du décret doit rencontrer les objectifs suivants :

1° confrontation à des contextes sociaux et culturels différents de l'environnement du stagiaire;

2° approche globale d'une exploitation;

3° développement, en situation de travail, des capacités personnelles et relationnelles liées à l'exercice du métier de responsable d'exploitation agricole;

4° collaboration à l'élaboration des décisions et à la conduite de l'exploitation agricole;

5° professionnalisation du savoir-faire du stagiaire.

Art. 7. Le stage, d'une durée d'au moins trois mois, peut être fractionné en deux périodes dont aucune ne peut être inférieure à un mois.

Le stage en exploitation agricole doit être effectué en internat et en-dehors de l'exploitation parentale.

Une des périodes peut être effectuée dans une entreprise ou un organisme en relation avec le secteur agricole. Tout ou partie du stage peut être effectué à l'étranger.

Sont admis au stage, les titulaires du certificat délivré à l'issue des cours B ou d'un certificat à finalité agricole au moins du niveau de l'enseignement secondaire supérieur.

La fin du stage est sanctionnée par la production d'un rapport de fin de stage de la part du stagiaire et d'un rapport d'évaluation de la part du maître de stage, dont les modèles sont définis par le Ministre.

Art. 8. § 1^{er}. Lorsque le stage se déroule dans une exploitation agricole, le responsable de celle-ci qui a la qualité de maître de stage, agréé par le Ministre, après avis de la Commission, doit respecter les conditions suivantes :

1° être installé depuis plus de quatre ans;

2° travailler dans une exploitation agricole qui offre des conditions d'accueil, de travail, d'hygiène et de sécurité satisfaisantes;

3° posséder les aptitudes à transmettre les techniques du métier et les principes d'une gestion d'exploitation;

4° ne pas accepter plusieurs stagiaires simultanément.

§ 2. Lorsque le stage se déroule dans une entreprise ou un organisme en relation avec le secteur agricole, le maître de stage, agréé par le Ministre, après avis de la Commission, doit respecter les conditions suivantes :

1° occuper dans l'entreprise ou l'organisme en relation avec le secteur agricole, des fonctions qui lui permettent de correspondre aux objectifs de stage visés à l'article 6;

2° travailler dans une entreprise qui offre des conditions d'accueil, de travail, d'hygiène et de sécurité satisfaisantes;

3° posséder les aptitudes à transmettre les techniques du métier;

4° ne pas accepter plusieurs stagiaires simultanément, sauf dérogation du Ministre, sur avis de la Commission.

Art. 9. L'identification des candidatures à la fonction de maître de stage et la tenue du fichier des maîtres de stage agréés sont assurées, selon les modalités définies par le Ministre, par les centres de formation professionnelle agréés.

Le centre de formation professionnelle transmet à l'administration qui la transmet à la Commission pour avis la demande d'agrément de maître de stage selon le modèle proposé par elle et approuvé par le Ministre.

L'administration accuse réception des demandes dans les quinze jours de sa réception.

Le Ministre se prononce, dans un délai de quinze jours, sur la demande et sa décision est notifiée, dans un délai de dix jours, par l'administration.

L'agrément visé est accordé pour une durée de trois ans et est renouvelable.

Les demandes de renouvellement d'agrément sont traitées selon les modalités susvisées.

Le Ministre, en cas de non-respect de l'une ou plusieurs de ces conditions, peut retirer l'agrément après enquête du fonctionnaire compétent et de l'administration et sur avis de la Commission.

L'intéressé est au préalable entendu par la Commission.

Art. 10. Le centre de formation professionnelle doit assurer :

1° l'information et l'orientation de tous les stagiaires;

2° la recherche ou l'aide à la recherche d'un maître de stage en exploitation, en entreprise ou dans un organisme en relation avec le secteur agricole;

3° l'établissement, avec le stagiaire, d'un contrat d'objectifs personnalisés;

4° l'établissement d'une convention entre le stagiaire, le maître de stage, l'entreprise ou l'organisme en relation avec le secteur agricole et le centre de formation professionnelle;

5° la conclusion d'un contrat d'assurance contre les accidents survenant pendant le stage et sur le chemin du lieu de stage qui garantit, en cas d'accident, les mêmes avantages que ceux prévus par la loi sur les accidents du travail du 10 avril 1971;

6° le suivi individuel du stagiaire et l'évaluation du stage;

7° la transmission à la Commission d'un rapport annuel sur le déroulement des stages selon des modalités déterminées par le Ministre.

Art. 11. Le Ministre détermine le modèle de l'attestation de suivi du stage ainsi que le modèle d'évaluation des stages par le centre de formation. L'attestation, après avis de la Commission, est signée par le Ministre et délivrée par le centre de formation professionnelle.

Art. 12. L'accueil d'un stagiaire par un maître de stage agréé, ouvre le droit, dans le chef de ce dernier, à des honoraires dont le montant est déterminé à l'article 20.

CHAPITRE IV. — *Agrément des centres de formation professionnelle, des associations d'amateurs, des formateurs, des conférenciers et des établissements de cours*

Art. 13. L'agrément des centres de formation professionnelle, des associations d'amateurs, des formateurs, des conférenciers et des établissements de cours, est donné par le Ministre ou le fonctionnaire délégué.

Art. 14. La demande d'agrément d'un centre ou d'une association d'amateurs doit être accompagnée, notamment, des documents et renseignements suivants :

1° la dénomination du centre ou de l'association d'amateurs;

2° son statut juridique et, le cas échéant, copie des statuts;

3° une description des activités de formation professionnelle envisagées;

4° les provinces dans lesquelles les activités auront lieu;

5° pour les centres de type A, une liste du personnel occupé à titre permanent avec, pour chacun, l'indication des études faites, conformément aux dispositions de l'article 6, § 1^{er}, 5°, du décret;

6° pour les centres de type A, l'attestation de respect de l'obligation visée à l'article 6, § 1^{er}, 6°, du décret;

7° l'indication des sections régionales ou locales affiliées à l'association d'amateurs.

Les demandes d'agrément doivent être envoyées à l'administration six mois avant la date à laquelle le centre de formation professionnelle désire commencer ses activités.

L'administration délivre un accusé de réception de la demande dans les quinze jours de sa réception.

Le centre ou l'association d'amateurs communiquent, sur demande de l'administration tout renseignement complémentaire relatif à la demande en cours d'instruction.

Art. 15. Pour pouvoir être agréé comme formateur ou comme conférencier, il faut satisfaire aux conditions suivantes :

1° définir un groupe déterminé de sujets à enseigner;

2° pour les sujets techniques, juridiques, économiques et sociaux :

a) soit avoir au moins un diplôme ou un certificat de l'enseignement secondaire supérieur ou d'études supérieures, en relation avec les sujets cités;

b) soit posséder une expérience utile en relation avec les sujets cités et être apte à communiquer celle-ci;

3° pour les leçons pratiques :

a) soit être titulaire au minimum d'un certificat de qualification délivré à l'issue de la 6^e ou 7^e année de l'enseignement technique ou professionnel;

b) soit posséder une expérience utile et être apte à communiquer celle-ci;

4° démontrer une aptitude pédagogique sur base de titres ou d'une expérience utile;

5° se tenir à jour dans les sujets définis visés au 1° ou suivre des journées de perfectionnement.

A défaut d'apporter la preuve de l'expérience utile visée aux points 2° à 4° ci-dessus, le Ministre peut déroger aux conditions susvisées, sur demande dûment motivée, introduite par les centres.

Art. 16. Les centres de formation professionnelle agréés soumettent à l'agrément du Ministre, la liste des établissements de cours, à savoir les lieux dans lesquels auront lieu les activités mentionnées à l'article 3, § 1^{er}, 1° à 3°, à l'exclusion des établissements de cours où se dispense un enseignement reconnu, agréé ou subventionné par la Communauté française, des centres de formation du FOREm et de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes entreprises ainsi que des Centres de compétence créés par le FOREm en vertu de l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle.

Les établissements de cours peuvent être localisés dans les infrastructures des centres A ou B.

La première fois qu'un établissement de cours est utilisé pour la formation professionnelle en agriculture, le Centre de formation professionnelle agréé fournira une description claire des locaux et de l'équipement didactique pour permettre d'établir que les installations conviennent pour les activités de formation professionnelle envisagées.

Tous les établissements de cours doivent disposer :

1° d'un tableau et accessoires, ou d'un matériel équivalent;

2° d'un mobilier permettant aux participants de suivre facilement les exposés et en même temps de prendre des notes;

3° le cas échéant, de matériel informatique et de connexion internet. La présence de ce type d'équipement sera demandée en fonction de la formation.

Ils doivent offrir la possibilité :

1° de réaliser des projections (notamment films ou diapositives);

2° d'organiser des démonstrations et des expositions de documentation ou de matériel didactique;

3° de favoriser le recours aux technologies de l'information et de la communication;

4° de suivre les activités dans le calme et sans dérangement.

Les établissements de cours agréés pour les leçons pratiques doivent disposer ou pouvoir disposer, au moment des besoins, du matériel vivant et de l'équipement spécifique qui sont nécessaires à la formation dispensée.

Dans chaque établissement de cours, un responsable de celui-ci autre que le formateur ou le conférencier doit être sur place au moment des activités, ou doit pouvoir être facilement contacté.

CHAPITRE V. — Conditions d'octroi des subventions

Art. 17. Chaque centre de formation professionnelle ou chaque association d'amateurs transmet à l'administration, pour le 15 juin, un programme prévisionnel annuel des activités organisées pendant l'exercice suivant. L'exercice commence le 1^{er} septembre et se termine le 31 août.

Pour le 15 octobre précédant l'année budgétaire au plus tard, ce programme doit être soumis, par l'administration, à l'approbation du Ministre compte tenu du respect des règles visées à l'article 3 et des disponibilités budgétaires.

Art. 18. Pour pouvoir être indemnisé ou subventionné, le centre de formation professionnelle doit introduire, à l'occasion de chaque activité, une demande d'approbation sur le formulaire ad hoc. Cette demande doit être envoyée à l'administration au moins deux semaines avant la date de début de l'activité.

Le formulaire doit être rempli, daté et signé par le responsable du centre de formation professionnelle. Si ce dernier ne peut être présent, le formulaire mentionnera le nom et l'adresse du responsable local.

L'administration approuve ou refuse d'approuver la demande en fonction des dispositions du présent arrêté.

Aucune activité de formation professionnelle poursuivant des buts publicitaires ou commerciaux ne peut être approuvée.

CHAPITRE VI. — Montant des subventions

Art. 19. § 1^{er}. Les rémunérations, honoraires et indemnités des formateurs et conférenciers sont fixées comme suit :

1° pour les cours, séances d'étude, journées de contact :

a) s'ils sont titulaires d'un diplôme universitaire ou d'un diplôme de l'enseignement supérieur non universitaire de type long : 32,62 euros par heure;

b) s'ils sont titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur non universitaire de type court : 27,86 euros par heure;

c) s'ils sont titulaires d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur : 23,08 euros par heure;

2° pour les conférences : le tarif visé au 1°, la subvention étant limitée au tarif d'une seule conférence par organisateur, le même jour, donnée par le même conférencier et pour le même public;

3° pour une visite guidée par le formateur ou le conférencier, les indemnités fixées pour les conférenciers, la subvention étant limitée à un maximum de quatre heures de visite par jour, ainsi que, par heure une indemnité de 4,91 euros, au titre de frais de déplacement;

4° pour les journées de perfectionnement :

a) s'ils sont titulaires d'un diplôme de l'enseignement universitaire ou d'un diplôme de l'enseignement supérieur non universitaire de type long : forfait de 110,00 euros pour trois heures minimum;

b) s'ils sont titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur non universitaire de type court : forfait de 100,00 euros pour trois heures minimum;

c) indemnités de déplacement : forfait de 23,92 euros.

§ 2. Le formateur ou le conférencier qui a une expérience pratique sans être en possession d'un diplôme de l'enseignement supérieur non universitaire, bénéficie des indemnités et rémunérations prévues pour les porteurs de titres de l'enseignement secondaire supérieur.

Art. 20. Pour les stages organisés conformément aux dispositions du chapitre III du présent arrêté, les honoraires au maître de stage et les subventions de fonctionnement et d'organisation sont fixées, par stagiaire, forfaitairement à :

1° 337,14 euros, au titre d'indemnité de stage;

2° 105,36 euros, au titre de subvention de fonctionnement;

3° 779,63 euros, au titre de subvention d'organisation.

Dans le cas où le stage est fractionné en deux parties chez deux maîtres de stage, les honoraires au maître de stage et les subventions de fonctionnement sont répartis entre les deux maîtres de stage proportionnellement à la durée d'accueil du stagiaire.

Art. 21. Les subventions de fonctionnement autres que celles visées aux articles 19 et 22, à savoir, les rémunérations, honoraires et indemnités des formateurs, conférenciers et maîtres de stage ainsi que les subventions octroyées aux centres de formation en vue de couvrir, en tout ou en partie, les frais liés aux établissements de cours sont fixées comme suit :

1° pour les établissements de cours agréés, où ont lieu des activités de formation professionnelle de type A, B, C, elles sont établies par le Ministre ou le fonctionnaire délégué avec un maximum de 39,86 euros par heure de cours en tenant compte des limitations prévues à l'article 19, § 1^{er};

2° pour les centres de formation professionnelle agréés pour les cours à distance agréés : 2,45 euros par devoir corrigé et renvoyé à un élève;

3° pour les autres activités : 11,97 euros pour une heure et 15,99 euros pour deux heures compte tenu des limitations énoncées à l'article 19, § 1^{er}.

Art. 22. Les subventions d'organisation pour les activités de formation, autres que celles visées à l'article 19, à savoir, les subventions octroyées aux centres de formation agréés en vue de couvrir, en tout ou en partie, les frais liés à l'organisation de cours, sont fixées comme suit :

§ 1^{er}. Le centre A reçoit 39,86 euros par heure pour les 1 500 premières heures de son programme et 27,07 euros par heure à partir de la 1 501^e heure.

Pour les cours oraux et les journées de perfectionnement, ce tarif est appliqué intégralement en fonction de la durée réelle des activités.

Une heure d'examen est assimilée à une heure de cours avec un maximum quatre heures par jour d'examen.

Pour les cours à distance, l'équivalence des subventions d'organisation est fixée, par cours, par le Ministre.

Pour les autres activités, il est tenu compte d'une durée forfaitaire de deux heures pour les séances d'étude et les journées de contact et d'une heure pour les conférences.

Si plusieurs de ces activités ont lieu le même jour, dans le même local ou pour le même public, le subside d'organisation sera calculé avec un maximum de quatre heures par jour

Pour les visites guidées, il est tenu compte d'une durée d'un maximum de quatre heures par jour.

Les centres A agréés avant l'entrée en vigueur du décret, dès lors qu'ils ont fusionné leurs activités, reçoivent 39,86 euros par heure pour les 3 000 premières heures de leur programme global, 27,07 euros par heure à partir de la 3 001^e heure pour les cours et activités visées au premier alinéa.

§ 2. Les centres B reçoivent pour les cours A, B et C et pour les journées de perfectionnement : 15,99 euros par heure.

Pour les cours à distance, ils reçoivent l'équivalent des subventions d'organisation fixé, par cours, par le Ministre.

Pour les activités autre que les cours A, B et C qu'ils peuvent organiser conformément à l'article 6, § 2, du décret, ils reçoivent 11,97 euros par heure, compte tenu des limitations énoncées au § 1^{er} pour ces mêmes activités.

§ 3. Les associations d'amateurs reçoivent 11,97 euros pour une ou plusieurs conférences organisées par le même organisateur, données le même jour, dans le même local et pour autant qu'au moins 70 % des participants répondent à la définition d'amateurs tel que visée à l'article 2, alinéa 1^{er}, 3°, du décret.

Art. 23. Les indemnités pour les participants aux activités de formation professionnelle sont fixées comme suit :

1° pour les formateurs qui participent à une journée de perfectionnement : 23,92 euros par jour et par personne;

2° pour les participants à une journée de contact destinée aux responsables locaux des associations professionnelles agricoles : 11,97 euros par jour et par participant.

Les membres du personnel permanent des centres de formation professionnelle agréés ainsi que les agents des administrations publiques ne peuvent bénéficier des indemnités susvisées.

Dans la limite des crédits budgétaires, les stagiaires perçoivent une indemnité forfaitaire de 150 euros par mois de stage uniquement pendant les trois premiers mois de stage.

Ces indemnités sont versées aux centres de formation professionnelle.

S'il s'agit de stagiaires visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, 4°, du décret, ils perçoivent, lorsqu'ils suivent des cours visés à l'article 3, les avantages fixés par les articles 2, 4 et 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2002 relatif à l'octroi d'avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle.

Art. 24. Les montants fixés au chapitre VI sont adaptés au 1^{er} janvier de chaque année.

Cette adaptation se fera en appliquant aux montants en vigueur au 1^{er} janvier de l'année précédente un coefficient fixé à chaque fois par le Ministre d'après les possibilités budgétaires.

CHAPITRE VII. — Paiement des subventions

Art. 25. Les rémunérations, honoraires, subventions et indemnités, octroyés en application du présent arrêté, sont versés intégralement aux centres de formation professionnelle agréées et aux associations d'amateurs agréées; ceux-ci sont responsables de leur répartition réglementaire entre les divers ayants droit et bénéficiaires.

Art. 26. § 1^{er}. Dans les trois mois qui suivent la fin de l'activité et au plus tard pour le 15 septembre, le centre de formation professionnelle envoie à l'administration un état récapitulatif accompagné d'une déclaration de créance et des listes de présence.

Cet état mentionne :

1° le nom, l'adresse et le numéro d'agrément de chaque formateur, le nombre d'heures enseignées, les indemnités et subventions dues pour les périodes du 1^{er} septembre au 31 décembre et du 1^{er} janvier jusqu'à la fin de l'exercice;

2° les totaux généraux des heures de cours et des indemnités ventilés conformément au 1°.

§ 2. Le centre de formation professionnelle établit en même temps que les autres documents de paiement, les documents qui sont nécessaires pour l'indemnisation des participants.

§ 3. En ce qui concerne les conférences, séances d'étude, visites guidées, journées de contact et de perfectionnement, le centre de formation professionnelle envoie, chaque trimestre, une déclaration de créance accompagnée d'un relevé des groupes d'activités terminés qui contient les renseignements suivants :

1° date et numéro d'approbation;

2° montant par demande approuvée.

§ 4. Pour ce qui concerne les stages visés au chapitre III du présent arrêté, le centre de formation professionnelle agréé envoie, dans les trois mois qui suivent la fin du stage, un dossier comprenant :

1° le numéro d'agrément du maître de stage;

2° une déclaration de créance accompagnée d'une copie de la convention visée à l'article 9, 4°.

Art. 27. Les centres de formation professionnelle transmettent à l'administration, au plus tard le 31 décembre un rapport, dont le modèle est déterminé par le Ministre, sur les programmes de formation dispensés pendant l'année scolaire écoulée.

CHAPITRE VIII. — Contrôle et sanctions

Art. 28. L'agrément comme centre de formation professionnelle, comme association d'amateurs ou comme formateurs visés à l'article 5, § 2, 4°, du décret peut être suspendu ou retiré par le Ministre, sur avis préalable de la Commission, s'il n'est plus satisfait aux conditions prévues par le décret et le présent arrêté et conformément au chapitre III, section III des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat.

Préalablement à l'avis de la Commission, l'administration notifie, par lettre recommandée, au centre de formation professionnelle, à l'association d'amateur ou au formateur, les motifs de retrait ou de suspension d'agrément et les sanctions éventuellement encourues.

Le centre de formation professionnelle, l'association d'amateur ou le formateur est entendu par la Commission afin de faire valoir, le cas échéant, leurs observations.

La décision du Ministre est notifiée par l'administration.

Il est procédé au recouvrement des rémunérations, honoraires, subventions et indemnités indûment alloués conformément à l'article 57 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat.

CHAPITRE IX. — Dispositions abrogatoires et transitoires

Art. 29. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 décembre 1984 relatif à la formation professionnelle des personnes travaillant dans l'agriculture est abrogé.

Art. 30. Conformément à l'article 10, alinéa 2, du décret, les centres de formation professionnelle et les associations d'amateurs agréés en vertu du décret du 10 juillet 1984 sur la formation professionnelle des personnes travaillant dans l'agriculture et de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 décembre 1984 précité restent agréés à condition de :

1° transmettre une copie de l'agrément au Ministre ou au fonctionnaire délégué dans un délai de six mois à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté;

2° transmettre, dans le même délai, soit une copie des statuts d'association sans but lucratif qui a comme objet social la formation professionnelle des personnes travaillant dans l'agriculture et dont le siège social est sis en région de langue française, soit son statut public et la législation définissant ses missions.

En cas de fusion des deux Centres A agréés avant l'entrée en vigueur du décret dans les six premiers mois à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, et pour autant que le nouveau centre de formation ainsi formé réponde aux conditions fixées par l'article 14, 1°, 3° à 7° du présent arrêté et qu'il communique les numéros d'agrément des Centres qui se regroupent, il n'est pas tenu compte des conditions visées aux 1° et 2° de l'alinéa 1^{er}.

Art. 31. Le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture et le présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2002.

Art. 32. La Ministre de la Formation est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 février 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme M. ARENA

VERTALING
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2002 — 1180

[C — 2002/27315]

**28 FEBRUARI 2002. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 12 juli 2001
betreffende de beroepsopleiding in de landbouw**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 6 december 1984 betreffende de scholing van de personen die in de landbouw werkzaam zijn;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 augustus 2001;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 27 september 2001;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen uiterlijk één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 32313/4, gegeven op 16 januari 2002;

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling en Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 127, § 1, daarvan. Het is van toepassing in het Franse taalgebied.

Art. 2. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « decreet » : het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw;

2° « Minister » : de Minister tot wiens bevoegdheden de Beroepsopleiding behoort;

3° « bestuur » : de Afdeling Tewerkstelling en Beroepsopleiding van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;

4° « bevoegde ambtenaar » : de attaché bij de buurtdiensten van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK II. — *Inhoud van de opleidingen*

Art. 3. § 1. De in artikel 3, § 1, van het decreet bedoeld basisvorming bevat :

1° cursussen landbouwtechnieken van het type A, zoals bedoeld in artikel 3, § 1, 1°, van het decreet, waarvan het programma minstens vijfenzeventig uur moet bedragen en met name op de volgende vakken betrekking moet hebben :

a) biologie;

b) chemie;

c) plantkunde;

d) natuurwetenschappen;

e) bemesting;

f) genetica;

g) economie;

h) teelt;

i) plantenteelt;

j) veehouderij;

k) landelijke genie;

l) de algemene vakken die nodig zijn voor de verwerking van de bovenvermelde vakken.

Deze cursussen moeten minstens 3 uur per dag bedragen.

2° cursussen van het type B, zoals bedoeld in artikel 3, § 1, 2°, van het decreet, waarvan het programma minstens negentig uur moet bedragen over onderwerpen m.b.t. elk van de vier volgende groepen onderwerpen :

a) de economische, financiële, juridische, fiscale en sociale aspecten van de overname van een landbouwbedrijf;

b) de kostenraming, de analyse en het beheer van minstens één type landbouwbedrijf;

c) het gemeenschappelijk landbouwbeleid, het Investeringsfonds voor de landbouw en de milieuaspecten in de landbouw;

d) de openbare diensten en de economische operatoren die zich met de landbouw bezighouden.

Deze cursussen moeten minstens 3 uur per dag bedragen.

In de zin van artikel 3, § 1, 2°, van het decreet wordt verstaan onder :

1° « landbouwgericht diploma van het hoger secundair onderwijs » : een getuigschrift of een diploma van het secundair technisch of beroepsonderwijs van de sector landbouwkunde (CQ6 of CQ7);

2° « nuttige ervaring » : een beroepservaring van minstens drie jaar voor het verwerven van de beroepsbekwaamheid die nodig is voor de overname en het beheer van een landbouwbedrijf in de zin van de artikelen 2 en 3 van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende steun aan de landbouw.

Deze beroepservaring wordt geacht verworven te zijn wanneer de deelnemer tijdens de bovenvermelde periode het sociale statuut van helper, van meewerkende echtgenoot of van werknemer in de landbouw heeft genoten.

3° C-cursussen zoals bedoeld in artikel 3, § 1, 3°, van het decreet, waarvan het programma minstens twintig uur moet bedragen over één of meer technische, economische of juridische problemen van het bedrijf i.v.m. het multifunctionele aspect van de landbouw, de diversificatie van de economische landbouwbasis en de integratie van nieuwe technologieën alsmede het streven naar de beste kwaliteit in deze sector. Deze cursussen moeten minstens twee uur per dag bedragen en de A- en B-cursussen aanvullen;

4° stages zoals bedoeld in hoofdstuk III van dit besluit.

De A-, B- en C-cursussen moeten minstens door zes deelnemers gevolgd worden.

Op voorstel van de commissie kan de Minister de vakken van de in § 1, 1° tot 3° bedoelde A-, B- en C-cursussen wijzigen.

§ 2. De in artikel 3, § 2, van het decreet bedoelde vaste vorming bevat :

1° afstandscursussen, zoals bedoeld in artikel 3, § 2, 1°, van het decreet, waarvan het programma en de toelatingsregels gelijk zijn aan die voorzien voor de A- of C-cursussen naar gelang van het type cursussen;

Deze cursussen moeten de volgende voorwaarden vervullen :

- a) een exemplaar van de lessen moeten aan het bestuur en aan de bevoegde ambtenaar overgemaakt worden;
- b) de organisator moet te allen tijde alle inlichtingen kunnen verstrekken over de werking en het verloop van de cursussen en moet een register van de taken van de deelnemers bijhouden;
- c) de verbeterde antwoorden moeten binnen vijftien dagen teruggestuurd worden aan de deelnemers;
- d) de bevoegde ambtenaar moet uitgenodigd worden om het mondelinge examen bij te wonen;
- e) het mondelinge examen moet voorafgegaan worden door minstens twee studiesessies.

De afstandscursussen kunnen op elektronische wijze worden gegeven;

2° studiesessies, zoals bedoeld in artikel 3, § 2, 2°, van het decreet, die betrekking hebben op een sociaal, juridisch, technisch, economisch, ecologisch landbouwthema of gebonden zijn aan de integratie van nieuwe technologieën of het streven naar de beste kwaliteit onder de leiding van een gekwalificeerde persoon en die bestaan uit een uiteenzetting en een discussie met een gehele duur van minstens twee uur;

3° lezingen, zoals bedoeld in artikel 3, § 2, 2°, van het decreet, die bestaan uit vergaderingen van minstens één uur met een uiteenzetting en een discussie onder de leiding van een gekwalificeerde spreker;

4° rondleidingen, zoals bedoeld in artikel 3, § 2, 2°, van het decreet, van minstens één uur met een niet-commercieel en vormend karakter onder de leiding van een vormingswerker of van een gekwalificeerde spreker in een landbouwbedrijf, in een instelling voor onderzoek of om zich op de hoogte te stellen van de verwezenlijkingen in de landbouwsector aangevuld door een korte uiteenzetting en een discussie ter plaatse;

5° contactdagen, zoals bedoeld in artikel 3, § 2, 2°, van het decreet, die bestaan uit vergaderingen van minstens twee uur gegeven door afgevaardigden verantwoordelijk voor plaatselijke afdelingen die afhangen van een erkend scholingscentrum met als doel de voorbereiding van de beroepsopleiding op plaatselijk niveau en de aanpassing van deze opleiding aan de werkelijke behoeften van de deelnemers;

6° stages zoals bedoeld in hoofdstuk III van dit besluit.

De in 2° en 4° bedoelde activiteiten kunnen beroepsopleidingsactiviteiten of een deel van het programma op zich uitmaken.

§ 3. De opleiding van de vormingswerkers bevat bijscholingsdagen die bestaan uit vergaderingen van minstens drie uur voorbehouden aan de vormingswerkers, sprekers en aan de personen van de erkende bijscholingscentra waar onderwerpen en problemen betreffende de vorming worden behandeld. Studiesessies, lezingen, rondleidingen, contact- of bijscholingsdagen moeten minstens zes deelnemers tellen.

Art. 4. Om de examens af te leggen, moet de deelnemer de cursussen tegen een ratio van minstens 80 % van de uren van de volledige cyclus gevolgd hebben. De Minister kan evenwel afwijken van deze regel voor de behoorlijk gerechtvaardigde individuele overmachtgevallen (ziekte, onbekwaamheid).

De deelnemers die voor het laatste examen van een A-, B-, of C-cursus geslaagd zijn, ontvangen een niet-gehomologeerd getuigschrift voor landbouwersberoepsopleiding waarvan het model door de Minister wordt bepaald, op advies van het bestuur. Deze getuigschriften worden door de Minister getekend. Voor elk examen worden de bevoegde ambtenaar en een vertegenwoordiger van het bestuur uitgenodigd.

Art. 5. De opleiding van de liefhebbers in de zin van artikel 2, eerste lid, 3°, van het decreet bevat lezingen met minstens tien deelnemers die bestaan uit vergaderingen van minstens één uur met een uiteenzetting en een discussie onder de leiding van een gekwalificeerde spreker.

HOOFDSTUK III. — Stages

Art. 6. De in artikel 3, § 1, 4° en § 2, 3°, van het decreet bedoelde stage moet aan de volgende doelstellingen voldoen :

- 1° vergelijking met sociale en culturele contexten die verschillend zijn van de omgeving van de stagiair;
- 2° globale aanpak van een bedrijf;
- 3° ontwikkeling in de werkomgeving van de persoonlijke en relationele bekwaamheden gebonden aan de uitoefening van het beroep van verantwoordelijke van een landbouwbedrijf;
- 4° samenwerking aan de uitwerking van de beslissingen en aan de leiding van het landbouwbedrijf;
- 5° professionalisering van de vakkennis van de stagiair.

Art. 7. De stage die minstens drie maanden duurt, kan in twee periodes van ten minste één maand gesplitst worden.

De stage in een landbouwbedrijf moet op internaat en buiten het ouderlijke bedrijf plaatsvinden.

Een van de periodes kan in een onderneming of een instelling in contact met de landbouwsector uitgeoefend worden. De hele stage of een gedeelte ervan kan in het buitenland gevolgd worden.

Tot de stage worden toegelaten, de houders van het getuigschrift afgegeven aan het einde van de B-cursussen of van een landbouwgericht getuigschrift van minstens het niveau van het hoger secundair onderwijs.

De stage wordt afgesloten met de overlegging van een eindstageverslag van de stagiair en van een evaluatieverslag van de stagebegeleider, waarvan de modellen door de Minister worden bepaald.

Art. 8. § 1. Wanneer in een landbouwbedrijf stage wordt gelopen, moet de verantwoordelijke voor dit bedrijf die de hoedanigheid van stagebegeleider heeft en die na advies van de Commissie door de Minister wordt erkend, de volgende voorwaarden vervullen :

- 1° sinds meer dan vier jaar een bedrijf runnen;
- 2° in een landbouwbedrijf werken, dat bevredigende onthaal-, werk-, hygiëne- en veiligheidsvoorwaarden biedt;
- 3° bekwaam zijn om de technieken van het beroep en de beginselen van het bedrijfsbeheer uit te leggen;
- 4° niet werken met verschillende stagiairs tegelijkertijd.

§ 2. Wanneer de stage in een onderneming of in een instelling in contact met de landbouwsector plaatsvindt, moet de stagebegeleider die na advies van de Commissie door de Minister wordt erkend, de volgende voorwaarden vervullen :

- 1° in de onderneming of in de instelling in contact met de landbouwsector functies bekleden waarmee hij kan voldoen aan de in artikel 6 bedoelde stagedoelstellingen;
- 2° in een onderneming werken, die bevredigende onthaal-, werk-, hygiëne- en veiligheidsvoorwaarden biedt;
- 3° bekwaam zijn om de technieken van het beroep uit te leggen;
- 4° niet werken met verschillende stagiairs tegelijkertijd, behoudens afwijking van de Minister op advies van de Commissie.

Art. 9. De identificatie van de kandidaturen voor de functie van stagebegeleider en de organisatie van het bestand van de stagebegeleider worden door de erkende bijscholingscentra verzorgd, volgens de door de Minister bepaalde modaliteiten.

Het scholingscentrum maakt de aanvraag om erkenning als stagebegeleider aan het bestuur over, dat ze voor advies aan de Commissie voorlegt. Deze aanvraag stemt overeen met het model dat door de Commissie voorgesteld wordt en door de Minister goedgekeurd.

Het bestuur bericht ontvangst van de aanvragen binnen vijftien dagen na ontvangst ervan. De Minister neemt binnen vijftien dagen een beslissing over de aanvraag. Zijn beslissing wordt binnen tien dagen door het bestuur medegedeeld.

De getekende erkenning wordt voor drie jaar verleend en kan verlengd worden.

De aanvragen om hernieuwing van de erkenning worden volgens de bovenvermelde modaliteiten behandeld.

Als één of meer van deze voorwaarden niet vervuld zijn, kan de Minister de erkenning intrekken na onderzoek van de bevoegde ambtenaar en van het bestuur en op advies van de Commissie.

De betrokkene wordt eerst door de Commissie gehoord.

Art. 10. Het scholingscentrum moet zorgen voor :

- 1° de informatie en de oriëntering van alle stagiairs;
- 2° het zoeken naar of de hulp voor het zoeken naar een stagebegeleider in een bedrijf, een onderneming of een instelling in contact met de landbouwsector;
- 3° het opmaken met de stagiair van een aan de persoon aangepast doelstellingencontract;
- 4° het opmaken van een overeenkomst tussen de stagiair, de stagebegeleider, de onderneming of de instelling in contact met de landbouwsector en het scholingscentrum;
- 5° het sluiten van een verzekeringscontract tegen ongevallen die gedurende de stage en op de weg naar de stageplaats voorkomen. Dit contract biedt bij ongevallen dezelfde voordelen als die bedoeld in de wet van 10 april 1971 op de arbeidsongevallen;
- 6° de individuele opvolging van de stagiair en de evaluatie van de stage;
- 7° de overmaking aan de Commissie van een jaarlijks verslag over het verloop van de stages volgens de door de Minister bepaalde modaliteiten.

Art. 11. De Minister bepaalt het model van het attest voor de opvolging van de stage alsmede het model voor de evaluatie van de stages door het scholingscentrum. Na advies van de Commissie wordt het attest getekend door de Minister en afgegeven door het scholingscentrum.

Art. 12. Als een erkende stagebegeleider een stagiair ontvangt, heeft hij recht op honoraria waarvan het bedrag in artikel 20 worden bepaald.

HOOFDSTUK IV. — Erkenning van de bijscholingscentra, van de liefhebbersverenigingen, van de vormingswerkers, van de sprekers en van de onderwijsinstellingen

Art. 13. De erkenning van de bijscholingscentra, liefhebbersverenigingen, de vormingswerkers, de sprekers en van de onderwijsinstellingen wordt verleend door de Minister of de afgevaardigde ambtenaar.

Art. 14. De aanvraag om erkenning van een centrum of een liefhebbersvereniging moet ingediend worden samen met, met name, de volgende documenten en gegevens :

- 1° de benaming van het centrum of van de liefhebbersvereniging;
- 2° de rechtstoestand ervan en in voorkomend geval, een afschrift van de statuten;
- 3° een beschrijving van de geplande beroepsopleidingsactiviteiten;
- 4° de provincies waarin de activiteiten zullen plaatsvinden;
- 5° voor de centra van het type A, een lijst van het permanente personeel met voor ieder personeelslid de vermelding van de verwezenlijkte studies overeenkomstig de bepalingen van artikel 6, § 1, 5° van het decreet;
- 6° voor de centra van het type A, het attest betreffende de naleving van de verplichting bedoeld in artikel 6, § 1, 6°, van het decreet;
- 7° de aanwijzing van de gewestelijke of plaatselijke secties die lid zijn van de liefhebbersvereniging.

De aanvragen om erkenning moeten aan het bestuur gestuurd worden zes maanden vóór de datum waarop het scholingscentrum met zijn activiteiten wil beginnen.

Het bestuur geeft een ontvangstbericht van de aanvraag binnen vijftien dagen na ontvangst ervan af.

Het centrum of de liefhebbersvereniging delen op verzoek van het bestuur elke bijkomende informatie betreffende de behandelde aanvraag mede.

Art. 15. Om als vormingswerker of spreker te worden erkend, moeten de volgende voorwaarden worden vervuld :

1° een bepaalde groep van te onderrichten onderwerpen vaststellen;

2° voor de technische, juridische, economische en sociale onderwerpen :

a) ofwel minstens een diploma of een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of van het hoger onderwijs in verband met de bovenvermelde onderwerpen hebben;

b) ofwel een nuttige ervaring hebben in verband met de bovenvermelde onderwerpen en bekwaam zijn om deze mede te delen;

3° voor de lessen praktijk :

a) ofwel houder zijn van minstens een kwalificatiegetuigschrift afgegeven aan het einde van het zesde of zevende jaar van het technisch of beroepsonderwijs;

b) ofwel een nuttige ervaring hebben en bekwaam zijn om deze mede te delen;

4° een pedagogische bekwaamheid vertonen op grond van titels of van een nuttige ervaring;

5° op de hoogte zijn van de in 1° bedoelde onderwerpen of bijscholingsdagen volgen.

Bij gebrek aan bewijs van de in 2° tot 4° bedoelde nuttige ervaring kan de Minister op behoorlijk met redenen omkleed verzoek van de centra afwijken van de bovenvermelde voorwaarden.

Art. 16. De erkende bijscholingscentra leggen de lijst van de onderwijsinstellingen voor erkenning aan de Minister voor, namelijk de plaatsen waarin de in artikel 3, §1, 1° tot 3° bedoelde activiteiten zullen plaatsvinden, met uitzondering van de onderwijsinstellingen waar het onderwijs erkend of gesubsidieerd wordt door de Franse Gemeenschap, door bijscholingscentra van de « FOREM » (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling) en door centra opgericht door de « FOREM » krachtens het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 12 mei 1987 betreffende de beroepsopleiding.

De onderwijsinstellingen kunnen gelegen zijn in de infrastructures van de centra van het type A of B.

De eerste keer dat een onderwijsinstelling voor de beroepsopleiding inzake de landbouw wordt gebruikt, zal het erkende scholingscentrum een duidelijke beschrijving geven van de lokalen en van de didactische uitrusting om te kunnen vaststellen of de installaties geschikt zijn voor de geplande beroepsopleidingsactiviteiten.

Alle onderwijsinstellingen moeten beschikken over :

1° een bord en accessoires of van gelijkwaardig materiaal;

2° een zodanig meubilair dat de deelnemers de uiteenzettingen gemakkelijk kunnen volgen en tegelijkertijd aantekeningen maken;

3° in voorkomend geval computer materiaal en over een internetaansluiting. De aanwezigheid van dit type uitrusting zal worden vereist naar gelang van de opleiding.

Ze moeten de mogelijkheid bieden om :

1° dia's of films te vertonen;

2° tentoonstellingen van documentatie of didactisch materiaal te organiseren;

3° het gebruik van de informatie- en communicatietechnologieën te bevorderen;

4° de activiteiten rustig en zonder stoornis te volgen.

De voor de lessen praktijk erkende onderwijsinstellingen moeten of moeten kunnen beschikken, wanneer het nodig is, over het levende materiaal en over de specifieke uitrusting die nodig zijn voor de verstrekte opleiding.

In elke onderwijsinstelling moet een verantwoordelijke, die niet de vormingswerker, noch de spreker is, ter plaatse zijn wanneer de activiteiten worden uitgeoefend of moet hij gemakkelijk bereikbaar zijn.

HOOFDSTUK V. — Voorwaarden voor de toekenning van de toelagen

Art. 17. Elk scholingscentrum of elke liefhebbersvereniging maakt uiterlijk vóór 15 juni een jaarlijks programma van de vooruitzichten van de gedurende het volgende vormingsjaar georganiseerde activiteiten aan het bestuur over. Het vormingsjaar begint op 1 september en eindigt op 31 augustus.

Uiterlijk tegen 15 oktober vóór het begrotingsjaar moet het bestuur dit programma onderwerpen aan de goedkeuring van de Minister met inachtneming van de in artikel 3 bedoelde regels en van de begrotingsmiddelen.

Art. 18. Om in aanmerking te komen voor een vergoeding of een toelage, moet het scholingscentrum bij elke activiteit een aanvraag om goedkeuring indienen aan de hand van het gepaste formulier. Deze aanvraag moet minstens twee weken vóór het begin van de activiteit aan het bestuur worden gestuurd.

Het formulier moet door de verantwoordelijke voor het scholingscentrum ingevuld, gedateerd en getekend worden. Als de verantwoordelijke niet aanwezig kan zijn, wordt de naam en het adres van de plaatselijke verantwoordelijke op het formulier vermeld.

Het bestuur keurt de aanvraag goed of weigert deze goed te keuren naargelang van de bepalingen van dit besluit.

Geen enkele beroepsopleidingsactiviteit met publicitaire of commerciële doeleinden mag goedgekeurd worden.

HOOFDSTUK VI. — *Bedrag van de toelagen*

Art. 19. § 1. De bezoldigingen, honoraria en vergoedingen van de vormingswerkers en sprekers worden vastgesteld als volgt :

1° voor de cursussen, studiesessies, contactdagen :

a) als ze houder zijn van een universitair diploma of van een diploma van het niet-universitair hoger onderwijs van het lange type : 32,62 euro per uur;

b) als ze houder zijn van een diploma van het niet-universitair hoger onderwijs van het korte type : 27,86 euro per uur;

c) als ze houder zijn van een diploma van het hoger secundair onderwijs : 23,08 euro per uur;

2° voor de lezingen : het in 1° bedoelde tarief aangezien de toelage wordt beperkt tot het tarief voor een lezing per organisator op dezelfde dag en gegeven door dezelfde spreker voor hetzelfde publiek;

3° voor een rondleiding door de vormingswerker of door de spreker : de voor de sprekers vastgestelde vergoedingen aangezien de toelage wordt beperkt tot maximum vier uur per dag alsmede een vergoeding van 4,91 euro per uur voor de reiskosten;

4° voor de bijscholingsdagen :

a) als ze houder zijn van een universitair diploma of van een diploma van het niet-universitair hoger onderwijs van het lange type : forfaitair bedrag van 110,00 euro voor minimum drie uur;

b) als ze houder zijn van een diploma van het niet-universitair hoger onderwijs van het korte type : forfaitair bedrag van 100,00 euro voor minimum drie uur;

c) vergoedingen voor de reiskosten : forfaitair bedrag van 23,92 euro.

§ 2. De vormingswerker of de spreker die een nuttige ervaring heeft zonder een diploma van het niet-universitair hoger onderwijs te bezitten, geniet de vergoedingen en de bezoldigingen die voorzien zijn voor de houders van titels van het hoger secundair onderwijs.

Art. 20. Voor de overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk III van dit besluit georganiseerde stages worden de honoraria van de stagebegeleider en de werkings- en organisatietoelagen per stagiair forfaitair vastgesteld als volgt :

1° 337,14 euro als stagevergoeding;

2° 105,36 euro als werkingstoelage;

3° 779,63 euro als organisatietoelage.

Als de stage in twee delen bij twee stagebegeleiders wordt gesplitst, worden de honoraria en de werkingstoelagen tussen beide stagebegeleiders verdeeld naar verhouding tot de duur van de periode waarin de stagiair stage loopt.

Art. 21. De andere werkingstoelagen dan die bedoeld in de artikelen 19 en 22, met name de bezoldigingen, honoraria en vergoedingen van de vormingswerkers, sprekers en stagebegeleiders alsmede de toelagen die toegekend worden aan de vormingscentra om de kosten van de onderwijsinstellingen geheel of gedeeltelijk te dekken, worden vastgesteld als volgt :

1° voor de erkende onderwijsinstellingen waar beroepsopleidingsactiviteiten van het type A, B, C plaatsvinden, worden ze vastgesteld door de Minister of de afgevaardigde ambtenaar met een maximum van 39,86 euro per lesuur met inachtneming van de in artikel 19, § 1, bedoelde beperkingen;

2° voor de voor de afstandscursussen erkende bijscholingscentra : 2,45 euro per verbeterd en aan een leerling teruggezonden huiswerk;

3° voor de andere activiteiten : 11,97 euro voor een uur en 15,99 euro voor twee uur met inachtneming van de in artikel 19, § 1, bedoelde beperkingen.

Art. 22. De andere organisatietoelagen voor de opleidingsactiviteiten dan die bedoeld in artikel 19 met name de toelagen die toegekend worden aan de erkende vormingscentra om de kosten gebonden aan de organisatie van de cursussen geheel of gedeeltelijk te dekken, worden vastgesteld als volgt :

§ 1. Het A-centrum ontvangt 39,86 euro per uur voor de eerste 1 500 uur van zijn programma en 27,07 euro per uur vanaf het 1 501ste uur.

Voor de mondelinge cursussen en de bijscholingsdagen wordt dit tarief volledig toegepast naargelang van de werkelijke duur van de activiteiten.

Een uur examen wordt gelijkgesteld met een lesuur met een maximum van vier uur per examendag.

Voor de afstandscursussen wordt de gelijkwaardigheid van de organisatietoelagen per cursus door de Minister vastgesteld.

Voor de andere activiteiten wordt rekening gehouden met een forfaitaire duur van twee uur voor de studiesessies en de contactdagen en met een uur voor de lezingen.

Als verschillende van deze activiteiten op dezelfde dag, in hetzelfde lokaal of voor hetzelfde publiek plaatsvinden, wordt de organisatietoelage berekend met een maximum van vier uur per dag. Voor de rondleidingen wordt rekening gehouden met een maximum van vier uur per dag.

De vóór de inwerkingtreding van dit decreet erkende A-centra, ontvangen, zodra ze hun activiteiten hebben samengevoegd, 39,86 euro per uur voor de eerste 3 000 uren van hun gehele programma, 27,07 euro per uur vanaf het 3 001ste uur voor de in het eerste lid bedoelde cursussen en activiteiten.

§ 2. De B-centra ontvangen voor de A-, B- en C-cursussen en voor de bijscholingsdagen : 15,99 euro per uur.

Voor de afstandscursussen ontvangen ze het equivalent van de organisatietoelagen dat door de Minister per cursus wordt bepaald.

Voor de andere activiteiten dan de A-, B- en C-cursussen die ze overeenkomstig artikel 6, § 2, van het decreet kunnen organiseren, ontvangen ze 11,97 euro per uur met inachtneming van de in § 1 vermelde beperkingen.

§ 3. De liefhebbersverenigingen ontvangen 11,97 euro voor een of meer lezingen georganiseerd door dezelfde organisator en gegeven op dezelfde dag en in hetzelfde lokaal voor zover minstens 70 % van de deelnemers aan de definitie van liefhebbers zoals bedoeld in artikel 2, eerste lid, 3°, van het decreet voldoen.

Art. 23. De vergoedingen voor de deelnemers aan de beroepsopleidingsactiviteiten worden vastgesteld als volgt :

1° voor de vormingswerkers die aan de bijscholingsdag deelnemen : 23,92 euro per dag en per persoon;

2° voor de deelnemers aan een contactdag bestemd voor de plaatselijke verantwoordelijken voor de landbouwberoepsverenigingen : 11,97 euro per dag en per deelnemer.

De leden van het permanente personeel van de erkende bijscholingscentra alsmede de personeelsleden van de openbare besturen mogen de bovenvermelde vergoedingen niet genieten.

Binnen de perken van de begrotingskredieten ontvangen de stagiairs een forfaitaire vergoeding van 150,00 euro per maand stage en dit alleen gedurende de eerste drie maanden.

Deze vergoedingen worden aan de beroepsopleidingscentra gestort.

Als het gaat om stagiairs bedoeld in artikel 2, eerste lid, 4°, van het decreet, genieten ze, wanneer ze cursussen bedoeld in artikel 3 volgen, de voordelen bepaald in de artikelen 2, 4 en 5 van het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2002 betreffende het toekennen van bepaalde voordelen aan de stagiairs die een beroepsopleiding krijgen.

Art. 24. De in hoofdstuk VI bepaalde bedragen worden jaarlijks op 1 januari aangepast. Deze aanpassing gebeurt door een coëfficiënt die telkens door de Minister naar gelang van de begrotingsmiddelen wordt vastgesteld, toe te passen op de bedragen die van kracht zijn op 1 januari van het voorafgaande jaar.

HOOFDSTUK VII. — *Betaling van de toelagen*

Art. 25. De bezoldigingen, honoraria, toelagen en vergoedingen die overeenkomstig dit besluit worden toegekend, worden volledig gestort aan de erkende bijscholingscentra en aan de erkende liefhebbersorganisaties; deze zijn verantwoordelijk voor hun reglementaire verdeling tussen de verschillende rechthebbenden en begunstigen.

Art. 26. § 1. Binnen drie maanden na het einde van de activiteit en uiterlijk tegen 15 september stuurt het scholingscentrum een samenvattend verslag met een aangifte van schuldvorderingen en presentielijsten aan het bestuur.

Dit verslag vermeldt :

1° de naam, het adres en het erkenningsnummer van elke vormingswerker, het aantal gegeven uren, de vergoedingen en toelagen die verschuldigd zijn voor de periodes van 1 september tot 31 december en van 1 januari tot het einde van het vormingsjaar;

2° de algemene totalen van de lesuren en van de vergoedingen die verdeeld worden overeenkomstig punt 1°.

§ 2. Het scholingscentrum maakt de documenten die nodig zijn voor de vergoeding van de deelnemers samen met de andere betalingsdocumenten op.

§ 3. Wat betreft de lezingen, studiesessie, rondleidingen, contact- en bijscholingsdagen stuurt het scholingscentrum elk kwartaal een aangifte van schuldvorderingen en een lijst van de beëindigde activiteitengroepen met de volgende gegevens :

1° datum en goedkeuringsnummer;

2° bedrag per goedgekeurde aanvraag.

§ 4. Wat betreft de in hoofdstuk III van dit besluit bedoelde stages, stuurt het erkende scholingscentrum binnen drie maanden na het einde van de stage een dossier met vermelding van :

1° het erkenningsnummer van de stagebegeleider;

2° een aangifte van schuldvorderingen samen met een afschrift van de in artikel 9, 4°, bedoelde overeenkomst.

Art. 27. De bijscholingscentra maken uiterlijk op 31 december een verslag, waarvan het model door de Minister wordt bepaald, over de vormingsprogramma's die gedurende het afgelopen schooljaar zijn gegeven, aan het bestuur over.

HOOFDSTUK VIII. — *Controle en sancties*

Art. 28. De erkenning als scholingscentrum, als liefhebbersvereniging of als vormingswerkers bedoeld in artikel 5, § 2, 4°, van het decreet kan op voorafgaand advies van de Commissie geschorst of ingetrokken worden door de Minister als de voorwaarden van het decreet en van dit besluit niet meer worden vervuld en overeenkomstig hoofdstuk III, afdeling III, van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit.

Vóór het advies van de Commissie deelt het bestuur bij aangetekend schrijven de redenen van de intrekking of van de schorsing van de erkenning en de eventuele sancties aan het scholingscentrum, aan de liefhebbersvereniging of aan de vormingswerker mede.

Het scholingscentrum, de liefhebbersvereniging of de vormingswerker worden gehoord door de Commissie om in voorkomend geval hun opmerkingen te gelde te maken.

De beslissing van de Minister wordt door het bestuur betekend.

Er wordt overgegaan tot de inning van de bezoldigingen, honoraria, toelagen en vergoedingen die ten onrechte zijn verleend, overeenkomstig artikel 57 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit.

HOOFDSTUK IX. — *Opheffings- en overgangsbepalingen*

Art. 29. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 6 december 1984 betreffende de scholing van de personen die in de landbouw werkzaam zijn, wordt opgeheven.

Art. 30. Overeenkomstig artikel 10, tweede lid, van het decreet blijven de bijscholingscentra en de liefhebbersverenigingen die erkend zijn krachtens het decreet van 10 juli 1984 over de beroepsvorming van personen die in de landbouw werken en bovenvermeld besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 6 december 1984, erkend op voorwaarde dat ze :

1° een afschrift van de erkenning binnen een termijn van zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit aan de Minister of de afgevaardigde ambtenaar overmaken;

2° ofwel een afschrift van de statuten van een vereniging zonder winstoogmerk die de beroepsvorming van de personen die in de landbouw werken als maatschappelijk doel heeft en waarvan de maatschappelijke zetel in het Franse taalgebied is gelegen, ofwel haar openbaar statuut en de wetgeving met bepaling van haar opdrachten binnen dezelfde termijn overmaken.

In geval van fusie van de twee A-centra die vóór de inwerkingtreding van het decreet erkend zijn, binnen de zes eerste maanden na de inwerkingtreding van dit besluit en voor zover het aldus opgerichte nieuwe vormingscentrum aan de in artikel 14, 1°, 3° tot 7° van dit besluit bedoelde voorwaarden voldoet en voor zover het de erkenningsnummers van de Centra die zich verenigen mededeelt, wordt niet rekening gehouden met de in 1° en 2° van het eerste lid bedoelde voorwaarden.

Art. 31. Het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw en dit besluit treden in werking op 1 januari 2002.

Art. 32. De Minister van Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 februari 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Tewerkstelling en Vorming
Mevr. M. ARENA



MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 1181

[C - 2002/27316]

26 FEVRIER 2002. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre le programme 04 de la division organique 09 et le programme 02 de la division organique 10 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2002

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,

Vu les lois sur la comptabilité de l'État, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 12 tel que modifié par l'article 4 de la loi du 19 juillet 1996;

Vu le décret du 20 décembre 2001 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2002, notamment l'article 15;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 15 février 2002;

Considérant la nécessité de créer une nouvelle allocation de base 74.06 au programme 04 de la division organique 09 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2002 intitulée « Achat de biens meubles durables spécifiques au programme », relative au Commissariat à la Simplification administrative;

Considérant la nécessité de transférer des crédits non dissociés à l'allocation de base 74.06 du programme 04 de la division organique 09 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2002,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Des crédits non dissociés à concurrence de 31 milliers d'EUR sont transférés du programme 02 de la division organique 10 au programme 04 de la division organique 09.

Art. 2. La ventilation des allocations de base suivantes du programme 04 de la division organique 09 et du programme 02 de la division organique 10 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2002 est modifiée comme suit :

(en milliers EUR)

Allocation de base	Crédit initial C.N.D.	Transfert	Crédit ajusté
DO 09 74.06.04	-	+ 31	31
DO 10 12.08.02	512	- 31	481

Art. 3. Le présent arrêté est transmis au Parlement wallon, à la Cour des comptes, à l'Inspection des Finances, au Secrétariat général du Ministère de la Région wallonne et au Contrôle des engagements.

Art. 4. Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 26 février 2002.

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
M. DAERDEN



ÜBERSETZUNG MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2002 — 1181

[C - 2002/27316]

26. FEBRUAR 2002. — Ministerialerlass zur Übertragung von Mitteln zwischen dem Programm 04 des Organisationsbereichs 09 und dem Programm 02 des Organisationsbereichs 10 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2002

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regierung,

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,

Aufgrund der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung, insbesondere des Artikels 12, in seiner durch den Artikel 4 des Gesetzes vom 19. Juli 1996 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Dekrets vom 20. Dezember 2001 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2002, insbesondere des Artikels 15;

Aufgrund des am 15. Februar 2002 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;